

Prix des intrants : structures du marché et perspectives d'évolution

Des articles de presse récents font référence à la flambée des prix des engrais, qui dépasse celle des coûts de l'énergie et provoque la colère des paysans un peu partout, avec notamment le relais des organisations agricoles américaines et indiennes. Ces articles soulignent l'absence de problème de déséquilibre entre l'offre et la demande, argument avancé par les fournisseurs d'engrais, et mettent en cause l'organisation du marché, étroit et dominé par quelques acteurs organisés en cartel d'exportation (notamment Russie et États-Unis). Une loi américaine exclurait en effet les exportateurs des lois antitrust (*Webb Pomerane Act*). La commission fédérale du commerce a été chargée d'enquêter sur les pratiques commerciales du secteur.

1 - Outre l'organisation du marché, ces articles de presse ne mentionnent pas d'autres éléments possibles d'explication de l'augmentation du prix des intrants, ce qui montre la nécessité d'approfondir davantage la question sur :

- le lien entre **engrais et prix de l'énergie et du fret**, qui explique aussi une grande partie des augmentations. Dans le cas de l'ammoniac, 80 % des coûts peuvent être expliqués par l'évolution du prix du gaz, également importante (cf. annexe). Néanmoins, l'augmentation du prix des engrais est bien supérieure (entre 100 % et 512 % d'augmentation entre mai 2007 et mai 2008 pour les engrais à base respectivement d'urée et de phosphate contre 54 % pour le gaz) ;
- le rôle éventuel de la spéculation : en effet au moins trois types d'engrais sont cotés à Chicago et subissent vraisemblablement les effets de la bulle « matières premières ». Cependant, deux des produits cotés, liés à l'urée, ont moins augmenté que les autres (+ 100 %) ;
- le resserrement passé du marché, suite à une période d'excédents, de prix bas et de restructurations et la **difficulté du marché à fournir rapidement une demande** raffermissée par le rôle incitatif des prix agricoles ;
- le rôle éventuel des **politiques aux frontières** appliquées suite à cette crise.

2 - Il semble y avoir ambiguïté sur l'analyse des causes de la hausse et sur les perspectives actuelles, le déséquilibre offre/demande et hausse du prix du gaz étant insuffisants.

Dans son rapport de conjoncture de mai 2008, la FAO suggère que les prix des engrais ont atteint en 2007 un niveau jamais connu en 10 ans, et devraient se maintenir du fait d'une production insuffisante face aux augmentations de la demande. Cependant, cette analyse conjoncturelle est en contradiction avec le rapport *Prospective 2012*, paru début 2008. La FAO y souligne l'absence de déséquilibre entre l'offre et la demande, ce qui suggère donc que les prix devraient se stabiliser à nouveau.

3 - Les variations données par la Banque mondiale sont bien supérieures à celles enregistrées en France par l'INSEE (entre mai 2007 et mai 2008, + 35 % à 68 % d'augmentation pour les engrais azotés et phosphatés contre 100 % à 500 % d'augmentation pour la même période), même si les hausses semblent s'amplifier depuis mai 2008.

Quelques questions en suspens :

- Quels sont les **facteurs** de la hausse et leur poids ? Quel est le rôle des marchés à terme ?
- Quelle est la **durabilité** des évolutions et leurs perspectives futures ? Qu'en est-il de la pérennité des stocks et des problèmes posés à long terme ?

- Quels outils de **régulation des prix** sont éventuellement possibles ?
- Pourquoi enregistre-t-on une telle différence entre le prix observé en France (INSEE) et celui donné par le *commodity price data* de la Banque mondiale ? Un rattrapage est-il prévisible ?
- Qu'en est-il de l'expertise française sur le sujet ?
- Quelles **politique agricole et actions sont-elles envisageables** à court terme, ici et ailleurs ? Aide à l'adaptation, subvention aux intrants, aide à l'accès au crédit, etc. ?

Quelques impacts et perspectives futures :

Si ces prix des engrais se maintiennent, ils impacteront durablement l'agriculture. Ces impacts seront différents selon **les productions, le poids des engrais dans le système de production et les politiques agricoles des pays**. Plusieurs hypothèses sont envisageables, selon les niveaux de prix agricoles et les modalités de régulation de marchés :

- Augmentation des **risques financiers** liés à l'activité agricole, surtout dans un contexte de volatilité des prix agricoles.
- Participation au **maintien de prix agricoles élevés** et donc des prix alimentaires, d'inflation et de sécurité alimentaire.
- **Modification des compétitivités des systèmes agricoles et des productions**, à ajouter aux hausses des coûts de transport et de prise en compte des impacts environnementaux. Par exemple, les pays dont les systèmes sont moins utilisateurs d'engrais (comme le Canada) pourraient devenir plus compétitifs.
- **Fragilisation de certains systèmes de production** : renforcement des inégalités entre ceux qui auront l'appui nécessaire pour s'adapter et changer leurs itinéraires et les autres. Donc risque d'un biais négatif pour les économies des pays en voie de développement, **de faillites, de nouvelles crises agricoles et de migrations**.
- **Après une nécessaire adaptation**, modifications radicales des pratiques agricoles vers une agriculture plus économe en intrants et donc **potentiellement plus « verte »**.
- Une agriculture « plus verte » mais sans innovation permettant un maintien des rendements pourrait entraîner des baisses de production et des risques accrus de **pénurie alimentaire** et donc de prix agricoles élevés.
- Le nécessaire maintien de prix agricoles élevés pour compenser les hausses de coûts de production pourrait accentuer les **conflits entre consommateurs et producteurs** au détriment des derniers. Si certains changements pourraient être très positifs, notamment pour l'environnement, d'autres sont porteurs **de risques** et tous nécessitent un **accompagnement et une réflexion prospective**.

Eva Aliacar

Chef du bureau Prospective, stratégie, intelligence économique
Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation

Annexe - Variation des prix du gaz, du pétrole et des engrais

	Variation avril-juin 07 à avril-juin 08	Variation moyenne annuelle 2007- mai 2008
Source : Banque Mondiale, « commodity price data », juillet 2008		
Gaz index USDA	54 %	53 %
crude oil Brent USDA	79 %	82 %
DAP USDA	177 %	177 %
Phosphate rock USDA	512 %	424 %
Source : Insee conjonctures, 25 juin 2008		
Urea USDA	103 %	103 %
Index energie Insee	43 %	39 %
Index engrais azotés Insee	35 %	33 %
Indice engrais phosphorés Insee	68 %	54 %

Extrait du résumé du rapport *Perspectives 2012* de la FAO